



Un an de bilan social : en marche arrière toute

Éditorial

par Pascal Pavageau

Dire que les contre-réformes de ces derniers mois relèvent toutes d'une même logique – le recul de tous au bénéfice de quelques-uns – n'est pas un procès d'intention mais un constat. Celui d'une politique pensée pour une minorité, les « premiers de cordées », et qui laisse de côté la grande majorité que sont les « derniers de corvée ». Réforme de l'ISF, suppression annoncée de l'exit tax, gel des pensions de retraite et du point d'indice, hausse de la CSG, baisse des APL, pour ne citer qu'elles. En un an, les différentes politiques du gouvernement ont distribué plus de 11 milliards d'euros aux 10% les plus riches, là où les 90% restants ont perdu 24 milliards en pouvoir d'achat comme en aides publiques et sociales. C'est le choix d'une société profondément inégalitaire qui est fait.

Un choix qui est aussi celui de l'individualisation: une vision quasi-philosophique du « chacun pour soi », avec comme corollaire de moindres garanties et droits collectifs. A l'heure où l'auto-entrepreneuriat sous toutes ses formes devient le sésame de l'accès à l'emploi pour des travailleurs enjoint de trouver des clients faute de trouver un travail, la précarisation ne cesse de s'accroître pour ces actifs livrés à eux-mêmes. Et c'est au détriment des valeurs d'égalité et de solidarité que cette logique conduit à une bipolarisation entre ceux qui réussissent – qui en ont les moyens, la capacité ou la chance – et tous les autres. Là où l'intérêt général impose une meilleure redistribution, l'art de la communication ne suffit pas. Là où la puissance publique se doit d'assurer l'égalité des droits, promouvoir l'égalité

des chances et la réussite au mérite relève de l'écran de fumée. Parce que nous ne voyons que trop clair dans ce soi-disant nouveau monde qui se dessine, la défense du collectif est la meilleure réponse à l'individualisation grandissante, qui menace notre cohésion sociale et républicaine. La démocratie sociale exige de donner toute leur place aux interlocuteurs sociaux et de ne pas substituer à la négociation un semblant de concertation. Aussi, Force Ouvrière est déterminée à faire entendre, à tous les niveaux, la voix des travailleurs qu'elle représente. Parce qu'il est de notre rôle comme de notre responsabilité d'agir et de se mobiliser pour défendre les valeurs qui sont le fondement et la fierté de notre modèle social. ▀

PASCAL PAVAGEAU,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
@PascalPavageau